

Faits marquants de la CdP 14 à la CLD Mardi 3 septembre 2019

En cette deuxième journée de la CdP 14, les délégués ont entamé l'examen substantiel de l'ordre du jour, et se sont réunis en sessions parallèles tout au long de la journée pour examiner les rapports d'avancement et les propositions de décisions pour la CdP 14. La première session du Comité d'ensemble (CE) s'est tenue dans la matinée. Les sessions d'ouverture des deux organes subsidiaires de la CLD ont également eu lieu : le Comité de la science et de la technologie (CST) s'est réuni dans la matinée et dans l'après-midi, et le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC) s'est réuni dans l'après-midi.

Comité d'ensemble

À l'ouverture de la réunion ce mardi matin, le Président du CE Trevor Benn a souligné que la CLD se doit de chercher des soutiens politiques plus assurés et davantage de ressources financières. Il a présenté les points qui seront couverts par deux groupes de contact proposés. Les Parties sont ensuite convenues d'établir les deux groupes de contact du CE chargés du budget et des questions diverses, respectivement.

Programme et Budget: Programme et budget de l'exercice biennal 2020-2021 : Le Secrétariat de la CLD a présenté les documents correspondants (ICCD/COP(14)/6, ICCD/COP(14)/7 ICCD/CRIC(18)/2), en signalant une augmentation budgétaire de 1,5% pour tenir compte de l'inflation.

Résultats financiers des fonds d'affection spéciale de la Convention : Le Secrétariat a présenté les documents correspondants (ICCD/COP(14)/8, ICCD/CRIC(18)/3, ICCD/COP(14)/9, ICCD/COP(14)/10 et ICCD/COP(14)/11). Christian Edelmann, du Conseil d'auditeurs des Nations Unies a présenté les principales conclusions du récent rapport d'audit annuel de la CLD, en signalant que c'est la première fois qu'un rapport de ce type est soumis à discussion au sein d'une CdP. Parmi les domaines susceptibles d'être améliorés, Edelmann a noté le besoin d'établir des documents-type normalisés en matière de contrats, et de renforcer les mesures anti-corruption pour faciliter la transparence.

Rapport du Bureau de l'évaluation : Le Secrétariat a présenté le rapport (ICCD/COP(14)/12), en signalant que celui-ci est destiné à soutenir l'apprentissage interne.

La Finlande, au nom de l'UE, s'est dite satisfaite de l'augmentation des ressources nationales et internationales destinées à faire face à la dégradation des terres, en prenant note

des promesses de contributions au Fonds pour la NDT pour un total de 100 millions USD d'ici la fin 2019.

La SUISSE a estimé que le plan de travail pluriannuel devrait être reflété du champ d'application de la Convention, ainsi que du Cadre stratégique, et ne pas être simplement focalisé sur la cible de NDT. La déléguée a par ailleurs noté que l'objectif du Mécanisme mondial n'est pas d'élargir la mise en œuvre, et a appelé à clarifier la portée et l'objectif du Rapport mondial sur les terres, afin d'éviter tout chevauchement avec d'autres évaluations mondiales.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 : incidences pour la CLD : Intégration de l'objectif de développement durable 15 et de la cible connexe 15.3 à la mise en œuvre de la CLD : Le Secrétariat a présenté le rapport (ICCD/COP(14)/2) décrivant les principales réussites et les soutiens, ainsi que les recommandations concernant la façon dont les pays peuvent intégrer l'ODD 15 (vie terrestre) dans la mise en œuvre de la Convention.

eSwatini, au nom du GROUPE AFRICAIN, a pointé le formidable élan pour la mise en œuvre de la NDT sur le continent, et a signalé que 50 pays sur 54 ont achevé leurs programmes de fixation des cibles en matière de NDT. Le délégué a plaidé pour une transition vers la mise en œuvre de programmes porteurs de transformation et pour la fourniture des ressources requises à cette fin. Il a par ailleurs estimé que le Fonds pour la NDT doit fixer les critères d'accès de façon à permettre à toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé, d'utiliser le Fonds pour investir dans la restauration des terres.

La COLOMBIE a souligné la nécessité de reconnaître les récentes évaluations scientifiques globales, afin d'atténuer les effets de la dégradation des terres et la perte de biodiversité qui en découle, et de prévoir une aide technique ciblée et le renforcement des capacités nécessaires pour y parvenir.

L'UE a souligné que la mise en œuvre effective dépasse la conception de bons projets et la garantie du financement nécessaire, et qu'elle requiert la volonté politique pour s'attaquer aux facteurs de désertification, de dégradation des terres et de sécheresse (DDTS), et pour générer un environnement propice en assurant notamment la sécurité foncière et l'accès à des soutiens techniques.

Le GUYANA a déclaré que l'intégration de la cible 15.3 des ODD relative à la NDT dans les travaux de la CLD constitue une opportunité stratégique d'augmenter la visibilité de la Convention, de renforcer les synergies entre les Conventions de Rio et d'accélérer la réalisation des objectifs de la Convention.

La CHINE a appelé la CLD à prendre la tête de la mise en œuvre de la cible 15.3 des ODD et à développer une pensée transformatrice de la gouvernance afin de générer des avantages multidimensionnels.

Le délégué des ÉTATS-UNIS s'est dit inquiet de l'attention excessive accordée à la cible sur la NDT, en estimant que cela risque de réduire le mandat original de la Convention. Le BRÉSIL, soutenu par l'ARABIE SAOUDITE, a souligné le besoin d'accorder une attention particulière à la sécheresse.

BELARUS a souligné l'importance accordée à la restauration des tourbières dans ses cibles 2030. La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a mis en exergue sa contribution à la mise en œuvre de la CLD, en évoquant l'Initiative de Changwon en 2011 et la nouvelle Initiative pour la paix et les forêts qui sera lancée à la CdP 14 avec pour but de soutenir la mise en œuvre effective des programmes de NDT.

Plusieurs autres pays, dont la SYRIE, le VENEZUELA et le KENYA ont décrit leurs efforts actuels de mise en œuvre au niveau national.

Les OCS ont souligné leur engagement ininterrompu dans le soutien des efforts locaux et nationaux pour renforcer la résilience face à la DDTs.

L'ARGENTINE a appelé à clarifier le concept de dégradation des terres en signalant l'étendue considérable du son champ d'application, et à mettre l'accent sur une conception intelligente des mesures d'atténuation pour éviter d'obtenir des résultats contradictoires. Le délégué a également mis en exergue les difficultés que peuvent rencontrer les pays au niveau infrarégional dans la lutte simultanée contre la sécheresse et les inondations.

En réponse aux questions soulevées, le Secrétariat a réaffirmé son rôle de soutien aux pays pour identifier et utiliser les ressources financières et pour élaborer des programmes de bonne qualité, en soulignant le besoin d'assurer que les projets soient fondés sur des considérations scientifiques. Le délégué a noté le rôle clé des bases de données établies et des apprentissages tirés par les pays, en ajoutant que le Fonds pour la NDT est un des nombreux mécanismes financiers qui visent à soutenir la mise en œuvre de la Convention. Il a expliqué que des efforts sont actuellement déployés pour clarifier le concept de NDT et renforcer les synergies avec les autres Conventions de Rio afin de maximiser l'efficacité dans la mise en œuvre des programmes.

Modalités, critères et mandat de l'évaluation à mi-parcours du Cadre stratégique de la CLD 2018-2030 : Le Secrétariat a présenté ce point (ICCD/COP(14)/3) en signalant que l'évaluation à mi-parcours doit être achevée d'ici la CdP 17 en 2025 et que la CdP 14 n'adoptera ce point que provisoirement. Le délégué a indiqué que la question sera abordée plus en détail et complétée en 2023.

L'UKRAINE a appelé à assurer une consultation participative dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours. L'Afrique du Sud, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a exprimé l'espoir que les indicateurs de sécheresse feront l'objet d'un accord à la CdP 14.

La CHINE a noté : qu'il conviendrait de solliciter aux Parties des avis plus poussés en ce qui concerne la portée et les éléments de l'évaluation ; qu'il conviendrait de prendre en compte les dynamiques internationales telles que le processus de la CCNUCC ; et que les experts devraient être représentatifs de façon à refléter les accomplissements et les difficultés liés à la mise en œuvre stratégique.

La SUISSE a estimé que la portée et les critères devraient aborder les impacts et la durabilité, et s'est demandé pourquoi

la composante relative à l'efficacité n'aborde pas le Cadre stratégique 2018-2030 dans son ensemble et se cantonne à l'établissement des rapports nationaux.

Les PHILIPPINES ont souligné que les Plans d'action nationaux doivent être élaborés dans le contexte du Cadre stratégique 2018-2030.

Mobilisation d'investissements supplémentaires et relations avec les mécanismes financiers : Mécanisme mondial: Juan Carlos Mendoza, Directeur gestionnaire du Mécanisme mondial, a présenté ce point (ICCD/COP(14)/7- ICCD/CRIC(18)/2, ICCD/COP(14)/8), en soulignant qu'il met l'accent sur : le soutien à la mise en place et au renforcement d'environnements propices ; les moyens de faciliter l'accès aux financements existants ; et la promotion de nouveaux financements et de projets pilotes novateurs.

Comité de la science et de la technologie (CST)

Ouverture de la session: Le Président du CST Carl Fiati a souhaité la bienvenue aux délégués et présenté les trois documents techniques préparés par l'ISP. Le Secrétaire exécutif de la CLD Ibrahim Thiaw a noté que l'équipe de l'ISP a rempli le mandat que la CdP 13 lui avait donné, et a attiré l'attention sur les propositions d'activités issues de la synthèse et de l'évaluation des dernières découvertes scientifiques faites dans les documents techniques. Il a mis en exergue le besoin d'intensifier les impacts positifs de la restauration et de la réhabilitation des terres, et celui d'aborder les liens existants entre les terres et les schémas et flux de consommation et de production.

eSwatini, en nom du GROUPE AFRICAÏN, a signalé que les récentes rapports d'évaluation de l'IPBES et du GIEC pointent aux changements de l'utilisation des terres comme moteur principal de la perte de biodiversité avec le plus grand impact sur l'environnement.

L'UE a salué les publications de l'ISP, ainsi que les partenariats visant à éviter la duplication des travaux. Le délégué a pris note, entre autres, de l'accent mis : sur la gestion de la sécheresse ; sur les orientations pour la création de cadres propitiateurs et pour cesser d'encourager les pratiques foncières non durables ; et sur des solutions viables plutôt que théoriques.

Le Bhoutan, au nom du GROUPE ASIE-PACIFIQUE, a salué les recommandations de l'ISP concernant le lien entre les terres, la sécheresse et l'eau, et a par ailleurs plaidé en faveur de travaux coopératifs à tous les niveaux pour diffuser les technologies et connaissances identifiées et les traduire en avantages directs pour les utilisateurs locaux des terres.

La Colombie, au nom du GRULAC, a reconnu l'impact potentiel de la recherche par des panels scientifiques, en plaidant instamment pour de meilleures stratégies technologiques et d'atténuation afin de réduire les impacts directs de la sécheresse sur les écosystèmes et la dégradation des sols.

Malte, au nom du GROUPE DE LA MÉDITERRANÉE DU NORD, a souhaité une meilleure compréhension des causes de la DDTs et a noté que la science joue un rôle important dans la production d'outils permettant d'éviter, de gérer et d'inverser la dégradation des terres et des écosystèmes, ainsi que dans la mise en place d'une démarche à travers laquelle parvenir à la NDT.

La Russie, en nom de l'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, a souligné le rôle de la science et décrit la mise en place de centres techniques dans la région, avec pour objectif de soutenir : la production de données scientifiques pour prévenir

et gérer les sécheresses ; l'utilisation durable des forêts et des tourbières ; et le suivi des tempêtes de sable et de poussière.

Le Groupe de suivi environnemental, au nom des OCS, a fait observer que, si bien la terre subit actuellement une crise climatique, les connaissances scientifiques s'élargissent également de façon exponentielle. Le délégué a exhorté les présents à « dépasser » le « mantra » de la focalisation sur la NDT ces dernières années pour passer à optimiser l'utilisation des terres par des solutions pratiques garantissant que le carbone « reste dans le sol ».

Adoption de l'ordre du jour et de l'organisation des travaux: Le CST a adopté ce point (ICCD/COP(14)/CST/1) et élu Ahmet Senyaz, du Turquie, Rapporteur.

Questions découlant du programme de travail de l'Interface science-politique pour l'exercice biennal 2018-2019 : Fournir des orientations précises pour parvenir à la NDT, au titre de l'objectif 1 : Le Secrétariat a présenté ce point (ICCD/COP(14)/CST/2) et l'ISP a présenté les principales conclusions de ses deux évaluations thématiques et des deux rapports techniques connexes : Engranger les bénéfices carbone découlant des pratiques durables de gestion des terres : directives pour l'estimation du carbone organique des sols dans le contexte de la planification et du suivi de la NDT ; et Créer un environnement propice à la NDT et à sa contribution potentielle au renforcement du bien-être, des moyens de subsistance et de l'environnement naturel.

Mariam Akhtar-Schuster, membre de l'ISP, a expliqué que les rapports ont été préparés sous l'autorité des Co-Présidents de l'ISP avec deux groupes de travail parallèles. Elle a par ailleurs noté que les rapports ont été soumis à un processus de vérification par des pairs, comprenant des vérifications scientifiques internes et externes, et un examen final par le Bureau de la Cdp.

Dans la discussion qui a suivi, l'INDE et le SÉNÉGAL ont appelé à spécifier les avantages économiques découlant des politiques d'utilisation durable des terres et de NDT, et l'INDE a souligné l'importance de la technologie dans la mise en œuvre de ces politiques, et le SÉNÉGAL a pour sa part souligné le besoin de renforcer les capacités des pays à sensibiliser le public au sujet de la NDT. Les ÉTATS-UNIS ont signalé les défis spécifiques qui se posent à l'utilisation durable des terres dans les zones arides, et l'ARGENTINE a demandé des éclaircissements concernant le rôle des terres arides en matière de stockage du carbone.

Le MAROC a souligné le besoin : de faire le lien entre sécurité foncière et NDT ; de prévenir l'accapement foncier ; et d'assurer le respect de la capacité écologique de la nature et des terres. La THAÏLANDE a appelé à développer davantage les options en matière de restauration, à augmenter les capacités techniques au niveau national, et à identifier les hauts lieux et les zones viables pour intervenir.

La SUISSE, avec l'AFRIQUE DU SUD, a déploré la publication tardive des rapports de l'ISP. Signalant l'importance du carbone organique des sols (COS), la SUISSE a mis en exergue que d'autres indicateurs, tels que les critères économiques et sociaux, devraient aussi être pris en compte dans la recherche des moteurs de la DDTS.

L'ARABIE SAOUDITE a soulevé des inquiétudes concernant les difficultés d'accès aux informations tirées de recherches récentes et qui concernent l'ensemble des processus environnementaux. Le NIGER, rejoint par l'IRAK, a appelé à mobiliser des ressources, notamment pour les activités de suivi, et à établir des niveaux de référence et des observatoires. L'IRAN a souligné le besoin de technologies pour améliorer le suivi.

L'ÉGYPTE a évoqué les difficultés issues du manque de précision de rapports, et notamment de l'absence de définitions consistantes en matière de sécheresse. L'AFRIQUE DU SUD a souligné le besoin d'inclure dans le rapport une référence à la jeunesse dans le contexte d'une gouvernance foncière inclusive.

Le BANGLADESH a estimé que les cibles de NDT sont parfois reliées aux ressources en eau, qui peuvent être transfrontalières par nature, et a appelé à mobiliser des ressources additionnelles pour renforcer les capacités.

L'ITALIE a recommandé d'établir des synergies entre les Conventions de Rio aux niveaux national et international, et de faire en sorte que les outils nationaux et les programmes prescrits pour l'examen et la collecte de données suivent le rythme des technologies de la communication.

Le Niger, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a proposé un ensemble de recommandation pour le rapport.

Le SOUDAN, avec la SYRIE, a déclaré que l'information pertinente que la CLD détient en matière de COS est difficile d'accès pour les pays. L'INDONÉSIE s'est interrogée au sujet des différentes méthodes pour évaluer la dimension de la matière organique dans les sols. OMAN a souligné le besoin d'un mécanisme relatif au carbone organique des sols.

En réponse aux réactions de délégués dans l'après-midi, le Secrétariat a mis en lumière les recommandations pertinentes de l'ISP, notamment concernant : la façon d'assurer l'intégration des cibles de NDT dans les stratégies et programmes d'action nationaux ; la façon de coopérer avec des partenaires sur des aspects de science-politique pour renforcer la sensibilisation à la NDT et favoriser sa compréhension par le public ; et la façon de collaborer avec les partenaires techniques et financiers pour évaluer les besoins en termes de financement et de développement des capacités.

Concernant les défis du suivi des changements intervenus dans les stocks de COS, l'ISP a expliqué que le rapport technique offre un cadre et une « arborescence de décisions » pour aider à choisir la démarche la plus appropriée d'évaluation et de suivi du COS lorsqu'un niveau de certitude élevé est requis.

Concernant les aspects économiques de la NDT, l'ISP a signalé sa recommandation concernant l'élaboration de plans nationaux de promotion pour maximiser les multiples avantages de la NDT et minimiser les compromis ou les conséquences inattendues.

Concernant les synergies avec d'autres conventions, le Secrétariat a décrit les initiatives prises par le Secrétaire exécutif de la CLD Thiaw, notamment le lancement de réunions conjointes de discussion ouverte accueillant du personnel de la CCNUCC et de la CDB.

Activités de coordination inscrites au programme de travail de l'ISP pour 2018-2019 : Le Président Fiati a présenté ce point (ICCD/COP(14)/CST/4) et Mariam Akhtar-Schuster, membre de l'ISP, a mis en lumière la coopération de l'ISP avec d'autres groupes et organes scientifiques intergouvernementaux, y compris l'IPBES, le GIEC, le Groupe technique intergouvernemental sur les sols, le Groupe international d'experts sur les ressources et l'Initiative mondiale sur les indicateurs fonciers.

Dans sa présentation des principales conclusions et recommandations tirées des analyses des différents rapports scientifiques,

Nichole Barger, membre de l'ISP, a souligné le besoin de développer les capacités nationales, infranationales et régionales en matière d'évaluation du potentiel foncier dans le but de faciliter de meilleures pratiques d'utilisation des terres.

Au cours de la discussion qui a suivi, quelques délégations ont signalé les lacunes qui existent entre le texte principal et les recommandations, notamment sur les questions relatives à la jeunesse, au genre et à l'inclusion des communautés autochtones, ainsi que le besoin d'un cadre régional et multi-niveaux pour le partage d'information. En réponse, le Secrétariat a indiqué que, si certaines de ces questions sont en cours d'examen par d'autres organes, elles pourraient faire l'objet d'un examen plus poussé à l'avenir. En réponse aux appels lancés pour que les moyens de mise en œuvre soient traités dans les rapports, l'ISP a fait valoir que suivre de telles recommandations lui ferait dépasser le champ d'application de son évaluation.

À la clôture de la session, le Président Fiati a annoncé la mise en place d'un Groupe de contact du CST avec Matti Nummelin (Finlande) comme facilitateur.

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC)

Ouverture de la session: Suite aux remarques de bienvenue du Président du CRIC Samuel Contreras, le Secrétaire exécutif de la CLD Ibrahim Thiaw a mis en lumière quelques-uns des objectifs de cette réunion, notamment : établir les indicateurs et niveaux de référence du processus ; mesurer les progrès accomplis ; et sécuriser le financement pour la mise en œuvre.

La Namibie, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a indiqué avoir mis l'accent sur l'action de terrain pour enrayer la DDTS et a souligné les besoins en matière de renforcement des capacités et de transfert de technologies.

Le Liban, au nom du GROUPE ASIE-PACIFIQUE, a mis l'accent sur le soutien requis par les petits États insulaires en développement et les États montagneux, arides et semi-arides pour collecter des données de terrain, et a demandé le renforcement des capacités pour développer la science au niveau régional dans une optique de lutte contre la désertification.

Le Guyana, au nom du GRULAC, a signalé les divergences dans les besoins et les réalités des pays et des régions, et a appelé à concevoir des interventions spécifiques au contexte, ainsi qu'à promouvoir des solutions alternatives pour contrer la DDTS.

Malte, au nom du GROUPE DE LA MÉDITERRANÉE DU NORD, a souligné l'importance de la qualité des données et a noté une reconnaissance scientifique grandissante du fait que la NDT est un facteur accélérateur des ODD. Le délégué a salué les efforts déployés pour mettre en œuvre le Plan d'action en matière de genre ainsi que les progrès accomplis par le Mécanisme mondial dans la mobilisation de financements pour la mise en œuvre.

La Géorgie, au nom du GROUPE D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE, a estimé que la CRIC 17 marquera un tournant important dans le suivi des progrès accomplis avec le nouveau Cadre stratégique de la CLD, mais s'est dite inquiète du raccourcissement de la durée de la réunion, qui rend difficile d'aborder pleinement l'ordre du jour chargé qui est celui du CRIC. La déléguée a mis en exergue le rôle de l'ISP dans l'élaboration des indicateurs de sécheresse en partenariat avec l'OMM et d'autres, ainsi que le besoin de continuer à rapporter les progrès accomplis.

La Finlande, au nom de l'UE, a estimé que l'établissement de rapports concernant les progrès accomplis par les pays en matière de NDT est l'une des premières réussites du Cadre stratégique de la CLD sur le chapitre du suivi. Le délégué a salué le développement de la collaboration internationale autour

des tempêtes de sable et de poussière, des sécheresses et des migrations, ainsi que l'accent mis sur les actions à long terme plutôt que sur les réponses d'urgence.

L'organisation Both Ends, au nom des OSC, a déploré que les efforts des communautés locales pour gérer les terres de façon durable ne fassent pas souvent l'objet d'une reconnaissance par les preneurs de décisions. La représentante a mis en exergue la sécurité foncière, la connaissance des pratiques durables et l'accès au financement pour soutenir la restauration des terres comme les trois éléments essentiels permettant de créer un environnement propice au niveau local. Elle a par ailleurs plaidé, pour parvenir à cet objectif, en faveur de financements affectés dans le cadre du guichet des petites subventions du FEM, du Fonds vert pour le climat et d'autres dispositifs.

Adoption de l'ordre du jour et de l'organisation des travaux: Suite à une mise à jour de la part du Secrétariat concernant certains changements dans le programme de travail, le CRIC a adopté l'ordre du jour (ICCD/CRIC(18)/1) et a décidé de mettre en place un groupe de contact sur les questions relatives au Comité, sous la présidence de Skumsa Ntshanga (Afrique du Sud).

Mise en œuvre efficace de la Convention aux niveaux national, infra-régional et régional : Le Secrétariat a présenté la documentation correspondant au plan de travail pluriannuel pour les institutions et organes subsidiaires de la Convention (ICCD/COP(14)/7-ICCD/CRIC(18)/2) et à la performance des institutions et organes subsidiaires de la Convention (ICCD/CRIC(18)/3 (ICCD/CRIC(18)/7). Ces points n'ont pas fait l'objet de discussions.

Groupes de contact: Des groupes de contact chargés de discuter des questions relatives au CST et au CRIC ont conduit des consultations initiales dans la soirée.

Dans les couloirs

Pour la première fois dans l'histoire de la Convention, des auditeurs des Nations Unies ont expliqué les conclusions clés de leur audit de l'exercice budgétaire 2017. Un délégué a salué cette présentation comme un pas visible vers une plus grande transparence dans les questions budgétaires de la CLD. Les délégués se sont dits soulagés de découvrir un état et un panorama budgétaires globalement positifs.

Plus tard, évoquant la divergence des points de vue concernant la prépondérance de la NDT dans les discussions, un délégué a estimé que, s'il est indéniable que le concept a eu son utilité –et que les travaux conduits pour affiner les mesures ont eu leur valeur ajoutée–, il est peut-être temps de dépasser ce que certains considèrent comme un « concept démodé et peu ambitieux ».

Vu les interconnexions avec de nombreux ODD, un observateur a estimé que « garder les yeux sur la NDT c'est continuer d'aller dans la bonne direction ». S'exprimant en tant qu'économiste agricole, un délégué a souligné qu'il serait possible de créer des emplois et des opportunités pour la jeunesse rurale en faisant participer les jeunes à la restauration des terres à grande échelle. Mais en observant l'environnement urbain tentaculaire qui entoure la Conférence –les participants ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan des 32 millions d'habitants de New Delhi–, un autre délégué s'est demandé comment inclure et donner autorité à la jeunesse urbaine en la matière, et s'est dit impatient de découvrir les nouvelles idées qui vont sortir des tables rondes de haut niveau consacrées aux liens rural-urbain, qui auront lieu plus tard dans la semaine.